



Consultation des conseillers régionaux sur les réformes institutionnelles

Le FIL/ARF

Décembre 2006



FICHE TECHNIQUE

CONSULTATION EFFECTUÉE POUR : L'ARF

DATES DU TERRAIN : Du 26 octobre au 4 décembre 2006.

ECHANTILLON : Questionnaire auto-administré (on line) diffusé aux 1881 conseillers régionaux des 22 collectivités métropolitaines et des 4 collectivités d'outre-mer.
463 questionnaires complets ont été exploités (taux de retour de 25%).



Consultation des Elus régionaux Le FIL/ARF Synthèse

FICHE TECHNIQUE

Questionnaire auto-administré diffusé aux 1881 conseillers régionaux des 22 collectivités métropolitaines et des 4 collectivités d'outre-mer au mois de novembre. 463 questionnaires complets ont été exploités (taux de retour de 25%, assurant une bonne représentativité des résultats).

Comme un message lancé aux candidat(e)s à l'élection présidentielle, les conseillers régionaux manifestent en matière institutionnelle une vraie aspiration au changement, autour de deux axes majeurs : la refonte des institutions de la Vème République et l'approfondissement de la régionalisation. Cette volonté de changement se fonde sur un diagnostic fortement critique puisque plus de deux tiers des élus jugent que la démocratie fonctionne mal en France aujourd'hui et qu'il faut changer en profondeur les institutions de la Vème République. Ce changement se matérialise dans un certain nombre de réformes souhaitées par les représentants régionaux : l'introduction de la proportionnelle aux législatives, l'octroi du droit de vote aux élections locales pour les résidents non communautaires, la réforme du Sénat et la limitation du cumul des mandats. Près des trois quarts restent toutefois attachés au pilier de la Vème, à savoir l'élection au suffrage universel direct du président de la République.

L'approfondissement de la régionalisation est aussi perçu par les conseillers régionaux comme un remède à la crise démocratique. Très critiques sur la répartition des compétences et la fiscalité, les élus souhaitent majoritairement une clarification, avec notamment le retrait des "doublons" de l'Etat, et un renforcement du pouvoir des régions, au travers de la gestion de l'intégralité des aides économiques ou de l'octroi d'un pouvoir normatif aux collectivités régionales.

Enfin, l'enquête met aussi à jour des clivages, de nature ou d'intensité, entre élus de gauche et de droite. S'ils partagent une volonté commune de renforcement de la régionalisation au sein du système institutionnel français, les élus de droite manifestent moins de "radicalité" dans le souhait de transformation des institutions républicaines et sont globalement moins critiques à l'égard de l'Etat et de la situation actuelle. On notera que la composition politique actuelle des assemblées régionales fait que ce sont au final les opinions de gauche qui pèsent le plus dans les attitudes globales de la représentation régionale.



Les principaux chiffres

- 68% des élus régionaux jugent que "la démocratie fonctionne mal actuellement en France", contre 30% d'avis contraire.
- 70% des élus considèrent qu'il faut "changer en profondeur les institutions de la Vème République" alors que 27% estiment "qu'il faut les aménager sur quelques aspects mais sans toucher à l'essentiel".
- 78% des élus sont favorables au maintien de l'élection du président de la République au suffrage universel direct.
- 82% des élus sont favorables à l'octroi du droit de vote pour les scrutins locaux aux résidents étrangers non communautaires en France depuis plus de cinq ans.
- 86% des élus sont favorables à une réforme du Sénat, y compris 72% des élus de droite.
- Pour modifier les institutions, 62% des élus prônent le recours au référendum, 32% préférant la solution parlementaire.
- 74% des conseillers régionaux sont favorables à ce que l'on interdise aux élus de cumuler deux fonctions importantes au plan national et local.
- 81% des élus jugent que la péréquation des ressources entre régions riches et pauvres fonctionne "mal".
- 62% des élus jugent "pas assez importante" la régionalisation du système institutionnel français.
- 82% des élus considèrent que la répartition des compétences entre la région, l'Etat et les autres collectivités est "insatisfaisante".
- 77% des élus jugeraient "utile" (dont 50% "très utile") que la gestion de l'intégralité des aides économiques aux entreprises soit dévolue aux régions.
- 71% des élus sont favorables à la "suppression des départements dans les zones fortement agglomérées".
- 65% des élus sont opposés à la suppression des préfets de régions ; 49% à celle des préfets de département.
- 76% des élus se prononcent pour l'établissement d'un pouvoir normatif aux régions.



Principaux enseignements

Une crise démocratique qui débouche sur une volonté de changement

Selon une [enquête SOFRES](#), 53% des Français estiment que la démocratie fonctionne mal en France actuellement. Cette crise de la démocratie est encore plus vivement ressentie au sein de la représentation régionale (68%). Les élus de gauche font massivement (70%) ce diagnostic quand une majorité de ceux de droite (56%) porte en revanche un jugement positif. Pour les conseillers régionaux, cette crise repose en partie sur des institutions à bout de souffle. Il ne se trouve ainsi pas le moindre conseiller régional sur les 450 qui ont répondu pour affirmer "qu'il faut conserver les institutions de la Vème République en l'état". 70% se prononcent pour "un changement en profondeur" ; 27% pour "un aménagement sur quelques aspects". La gauche privilégie le "changement" (75%), la droite "l'aménagement" (59%). S'il y a un consensus sur le maintien de l'élection du président de la République au suffrage universel direct, les élus sont partagés dans l'appréciation de la fonction présidentielle : 45% souhaitent que le président ait après 2007 un rôle moins important qu'aujourd'hui, 25% un rôle identique et 24% un rôle plus important. Les élus de droite souhaitent très nettement qu'il ait un rôle plus important, à l'inverse de ceux de gauche le souhaitant majoritairement plus en retrait.

Cette volonté très nette de changement institutionnel se concrétise dans l'approbation de plusieurs pistes de réforme et de modernisation de la vie publique :

- le changement du mode de scrutin législatif

Seuls 17% des élus se prononcent pour le maintien du scrutin majoritaire à deux tours. 54% se retrouvent sur le souhait d'un scrutin mixte, mêlant une dominante majoritaire et une dose de proportionnelle ; 24% militent pour une proportionnelle intégrale. Le scrutin mixte emporte l'adhésion d'une majorité absolue des élus de gauche (58%) et de droite (56%). 40% des élus Verts et 90% des élus du FN sont favorables à la proportionnelle intégrale.

- l'octroi du droit de vote pour les scrutins locaux aux étrangers non communautaires résidant en France depuis plus de cinq ans

82% des élus y sont favorables, particulièrement les moins de 40 ans (85%) et les élus de gauche (92%). Ceux de droite sont extrêmement partagés (50% contre 48%).

- la prise en compte des bulletins blancs et nuls dans les suffrages exprimés

73% des élus y sont favorables, avec quasiment un parfait consensus entre droite et gauche.



- la limitation du cumul des mandats

Trois quarts des conseillers se disent favorables à ce que l'on interdise aux élus de cumuler deux fonctions importantes au plan national et local (maire, président de conseil général, président de conseil régional, député, sénateur par exemple). Les élus de droite sont plus réservés sur ce point puisque 46% d'entre eux (contre 50%) y sont hostiles.

En outre, 59% des élus se disent aussi favorables à la mise en place d'une limitation dans le temps à deux mandats consécutifs pour tous les élus, locaux et nationaux. La question partage les élus de droite (47% contre 47%) et suscite une opposition majoritaire chez les conseillers exerçant leur deuxième, troisième ou quatrième mandat.

- la réforme du Sénat

La volonté de réforme du Sénat rassemble 86% des élus, de manière plutôt consensuelle (89% à gauche ; 72% à droite). Le projet de réforme testé, à savoir une organisation au sein de laquelle coexisteraient deux collèges (l'un composé de membres de droits -les présidents de région, les présidents de collectivités d'outre-mer, les présidents de conseils généraux et les maires des villes de plus de 200 000 habitants ; le second, de même importance, dont les membres seraient élus exclusivement par les maires sur une base régionale) est jugé comme allant "dans le bon sens" par 66% des élus désirant une réforme (25% d'avis contraire). Ce projet séduit 68% des élus de gauche et 61% de ceux de droite.

Pour que l'ensemble de ces réformes aboutisse, 62% des élus prônent le recours au référendum, 32% privilégiant à l'inverse la voie parlementaire. Les élus de droite sont plus mesurés sur le recours au référendum (52%).

Un souhait fort d'approfondissement de la régionalisation

Le souhait fort d'un approfondissement de la régionalisation peut à l'évidence se lire comme une réponse à la crise de la démocratie. Il se fonde sur le constat d'une mauvaise répartition actuelle des compétences entre collectivités et débouche sur le souhait d'une clarification et d'un renforcement du pouvoir des régions, grâce notamment à l'octroi d'un pouvoir normatif.

Le bilan sur le fonctionnement du système décentralisé est plutôt sévère : plus de huit élus sur dix font le constat que la péréquation des ressources entre régions riches et pauvres fonctionne mal et que la répartition des compétences entre les différentes collectivités est "insatisfaisante".



Les élus de droite sont sensiblement moins sévères dans leurs jugements sur la péréquation (54% jugent qu'elle fonctionne mal contre 44%).

Ces opinions débouchent sur le souhait d'une clarification, d'une gestion de nouvelles compétences, notamment l'intégralité des aides économiques, d'une redéfinition du rôle de l'Etat et d'un renforcement du pouvoir des régions :

- 71% des élus se disent ainsi favorables à la "suppression du département dans les zones fortement agglomérées comme le Grand Lyon ou la petite couronne parisienne". Ce souhait de simplification est consensuel.
- En termes de nouvelles compétences, les élus jugeraient d'abord utile de gérer l'intégralité des aides économiques aux entreprises, bien avant la construction et l'entretien des bâtiments universitaires et l'intégration des cursus universitaires dans le cadre du PRDF. En revanche, la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat en région est jugée inutile par une majorité absolue de conseillers.

Voici un certain nombre de compétences dont les régions ne disposent pas aujourd'hui, ou pas entièrement. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si vous jugeriez très utile, assez utile, peu utile ou pas utile du tout qu'elles soient entièrement dévolues aux régions ?

	L'intégralité des aides éco	Construction et entretien des bâtiments universitaires	l'intégration des cursus universitaires dans le cadre du PRDF.	La gestion du patrimoine immobilier de l'Etat
Total utile	77%	59%	55%	22%
Gauche	79%	59%	53%	21%
Droite	79%	68%	69%	30%
"Très" utile	50%	28%	23%	8%

- sur l'Etat, les conseillers régionaux tiennent à sa fonction de garant et de contrôle. Une majorité, plus particulièrement forte au sein des élus de droite, se dit ainsi opposée à la suppression des préfets de région et de département. Mais les élus appellent aussi à une redéfinition de son rôle, adaptée aux réalités de la décentralisation : près des trois quarts d'entre eux souhaiteraient ainsi que l'on supprime les échelons de l'Etat déconcentré dès lors que la compétence a été dévolue aux régions. Le renforcement du dialogue, par la création et l'institutionnalisation d'une conférence Etat-régions, est également plébiscité (84%).



- enfin, 76% des élus sont favorables à ce que les schémas directeurs élaborés par les régions soient prescriptifs afin de conférer un pouvoir normatif aux régions, cette demande étant largement consensuelle.

Au final, cette demande d'approfondissement de la régionalisation se lit clairement dans le fait que 62% des élus (65% de ceux de gauche ; 58% de ceux de droite) la jugent insuffisante aujourd'hui. Un approfondissement qui passe aussi par des réformes de la fiscalité : 81% des élus (86% à gauche ; 66% à droite) se prononcent pour qu'un certain pourcentage des impôts nationaux soit affecté au financement des collectivités régionales.

Le FIL pour l'ARF, décembre 2006



Le profil sociologique et politique des répondants

	Répondants %
Sexe :	
• Homme	49
• Femme	51
	100
Age :	
• Moins de 40 ans	9
• 40 à 49 ans	29
• 50 à 59 ans	42
• 60 ans et plus	20
	100
Niveau de diplôme :	
• Inférieur au bac	8
• Bac	9
• Bac+2 (DEUG, BTS, DUT, ...)	21
• Bac+3 et plus	62
	100
Situation professionnelle :	
• Vous exercez une activité professionnelle en plus de votre mandat	55
• Vous avez cessé votre activité professionnelle pour exercer votre mandat	24
• Vous êtes au chômage	2
• Vous êtes à la retraite	17
• Vous n'avez jamais exercé d'activité professionnelle	2
	100
Travaillez-vous ou avez-vous travaillé en tant que :	
• Indépendant(e)/chef d'entreprise	17
• Salarié(e) du secteur public	52
• Salarié(e) du secteur privé	31
	100
Ancienneté du mandat de Conseiller régional :	
• Avant 1986 (établissement public régional)	2
• 1986	4
• 1992	5
• 1998	22
• 2004	67
	100



Le profil sociologique et politique des répondants (suite)

	Répondants %
Autres mandats exercés :	
• Uniquement conseiller régional	38
• Détient d'autres mandats dont	62
• Conseiller municipal	25
• Adjoint au maire	19
• Maire	12
• Conseiller ou délégué d'une communauté urbaine, d'une communauté d'agglomération, d'un syndicat de communes, d'une communauté de communes ou d'un district	23
• Conseiller général	2
• Parlementaire	2
	100
Maire ou adjoint au maire dans une commune de :	
• Moins de 5 000 habitants	11
• 5 à 30 000 habitants	11
• 30 000 à 100 000 habitants	6
• Plus de 100 000 habitants	3
Etiquette politique :	
	Sous-total Gauche 79
• PC	9
• Divers gauche	4
• MRC	1
• PRG	3
• PS	46
• Verts	16
	Sous-total Droite 15
• UDF	5
• UMP	9
• Divers droite	1
• FN	5
• Sans étiquette	1
	100



Le profil sociologique et politique des répondants (suite)

	Répondants %
Appartenance à la majorité du Conseil régional :	
• Oui	79
• Non	21
	100
Appartenance à l'exécutif régional :	
• Oui	32
• Non	68
	100



Les jugements sur les institutions de la Vème République



Le fonctionnement de la démocratie en France

Question : Estimez-vous qu'actuellement la démocratie en France fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Très bien	1	1	4
• Assez bien	29	26	52
S/T Bien	30	27	56
• Pas très bien	48	54	29
• Pas bien du tout	20	16	13
S/T Pas bien	68	70	42
• Ne se prononce pas	2	3	2
	100	100	100



L'évolution de la Vème République

Question : A propos des institutions de la Vème République, de quelle opinion êtes-vous le plus proche ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Il faut les conserver en l'état	-	-	-
• Il faut les aménager sur quelques aspects mais sans toucher à l'essentiel	27	22	59
• Il faut les changer en profondeur	70	75	41
• Ne se prononce pas	3	3	-
	100	100	100



Le mode de scrutin présidentiel

Question : Etes-vous favorable au maintien de l'élection du président de la République au suffrage universel ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Oui tout à fait	51	44	85
• Oui plutôt	27	29	12
S/T Oui	78	73	97
• Non, plutôt pas	11	13	2
• Non pas du tout	8	10	1
S/T Non	19	23	3
• Ne se prononce pas	3	4	-
	100	100	100



Le rôle du Président de la République après 2007

Question : Après l'élection présidentielle de 2007, souhaitez-vous que le Président de la République ait un rôle plus important qu'aujourd'hui au sein des institutions, un rôle moins important ou le même rôle qu'actuellement ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Plus important	24	19	49
• Moins important	45	54	10
• Le même	25	22	37
• Ne se prononce pas	6	5	4
	100	100	100



Le mode de scrutin législatif

Question : A propos du scrutin législatif, êtes vous plutôt favorable...

Base : A tous

	Ensemble %	Elus PC %	Elus PS %	Elus Verts %	Elus UDF %	Elus UMP %	Elus FN %
• Au maintien du scrutin majoritaire uninominal à deux tours	17	7	20	-	9	38	-
• A l'instauration de la proportionnelle intégrale	24	77	6	40	5	7	92
• A l'instauration d'un système mixte à dominante majoritaire, avec une dose significative de proportionnelle	54	16	67	59	86	48	4
• Ne se prononce pas	5	-	7	1	-	7	4
	100	100	100	100	100	100	100



Le vote des étrangers non communautaires

Question : Seriez-vous favorable au droit de vote pour les scrutins locaux aux résidents étrangers non communautaires en situation régulière, et résidant en France depuis 5 ans ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Oui tout à fait	67	82	15
• Oui plutôt	15	11	35
S/T Oui	82	93	50
• Non, plutôt pas	6	2	27
• Non pas du tout	9	1	22
S/T Non	15	3	49
• Ne se prononce pas	3	4	1
	100	100	100



La prise en compte des bulletins blancs et nuls

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable plutôt opposé ou tout à fait opposé à la prise en compte des bulletins blancs et nuls dans les suffrages exprimés ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	42	42	33
• Plutôt favorable	31	32	35
S/T Favorable	73	74	68
• Plutôt opposé	15	14	21
• Tout à fait opposé	7	6	10
S/T Opposé	22	20	31
• Ne se prononce pas	5	6	1
	100	100	100



La voie souhaitée pour modifier les institutions

Question : Pour modifier les institutions, quelle solution aurait votre préférence :

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Avoir recours au référendum	63	62	52
• Passer par la voie parlementaire	32	32	47
• Ne se prononce pas	5	6	1
	100	100	100



Les réformes à conduire en matière de décentralisation



L'évolution de la fiscalité régionale

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à ce qu'on affecte un certain pourcentage des impôts nationaux (TVA, Impôt sur le revenu) au financement des collectivités régionales ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	49	55	28
• Plutôt favorable	32	31	38
S/T Favorable	81	86	66
• Plutôt opposé	8	6	24
• Tout à fait opposé	5	1	10
S/T Opposé	13	7	34
• Ne se prononce pas	6	7	-
	100	100	100



L'évolution de la fiscalité régionale (suite)

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé, tout à fait opposé à ce qu'un impôt d'Etat, par exemple l'impôt sur les sociétés, soit entièrement transféré aux régions, qui en fixeraient le taux, quitte à ce qu'elles en reversent une partie à l'Etat, comme en Espagne ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	30	32	21
• Plutôt favorable	37	38	35
S/T Favorable	67	70	56
• Plutôt opposé	17	17	25
• Tout à fait opposé	8	5	15
S/T Opposé	25	22	40
• Ne se prononce pas	8	8	4
	100	100	100



Le fonctionnement de la péréquation

Question : Actuellement, avez-vous le sentiment que la péréquation des ressources entre régions riches et pauvres fonctionne ...

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Très bien	-	-	-
• Assez bien	12	6	38
S/T Bien	12	6	38
• Assez mal	58	62	44
• Mal	23	26	11
S/T Mal	81	88	55
• Ne se prononce pas	7	6	7
	100	100	100



L'adéquation du niveau de régionalisation

Question : La régionalisation du système institutionnel français vous paraît-elle aujourd'hui...

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Trop importante	9	7	10
• Comme il faut	18	16	28
• Pas assez importante	62	65	58
• Ne se prononce pas	11	12	4
	100	100	100



La répartition des compétences entre Etat, régions et autres collectivités

Question : La répartition des compétences entre Etat, régions et autres collectivités vous paraît-elle aujourd'hui...

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Très satisfaisante	-	-	1
• Assez satisfaisante	12	8	34
S/T Satisfaisante	12	8	35
• Assez insatisfaisante	52	55	40
• Très insatisfaisante	30	30	23
S/T Insatisfaisante	82	85	63
• Ne se prononce pas	6	7	2
	100	100	100



L'évolution des compétences des régions

Question : Voici un certain nombre de compétences dont les régions ne disposent pas aujourd'hui, ou pas entièrement. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si vous jugeriez très utile, assez utile, peu utile ou pas utile du tout qu'elles soient entièrement dévolues aux régions ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
La gestion de l'intégralité des aides économiques aux entreprises			
• Très utile	50	52	50
• Assez utile	27	27	29
S/T Utile	77	79	79
• Peu utile	9	9	7
• Pas utile du tout	6	3	9
S/T Pas utile	15	12	16
• Ne se prononce pas	8	9	5
	100	100	100

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
La construction et l'entretien des bâtiments universitaires			
• Très utile	28	26	41
• Assez utile	31	33	27
S/T Utile	59	59	68
• Peu utile	14	15	13
• Pas utile du tout	17	16	12
S/T Pas utile	31	31	25
• Ne se prononce pas	10	10	7
	100	100	100



L'évolution des compétences des régions (suite)

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
L'intégration des cursus universitaires dans le cadre du PRDF			
• Très utile	23	21	34
• Assez utile	32	32	35
S/T Utile	55	53	69
• Peu utile	18	19	12
• Pas utile du tout	15	16	10
S/T Pas utile	33	35	22
• Ne se prononce pas	12	12	9
	100	100	100

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
La gestion du patrimoine immobilier de l'Etat en région			
• Très utile	8	7	14
• Assez utile	14	13	15
S/T Utile	22	20	29
• Peu utile	28	29	31
• Pas utile du tout	40	40	34
S/T Pas utile	68	69	65
• Ne se prononce pas	10	11	6
	100	100	100



La suppression des départements dans les zones fortement agglomérées

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la suppression des départements dans les zones fortement agglomérées comme la petite couronne parisienne ou le Grand Lyon, les compétences du département passant alors à la communauté d'agglomération ou à la région ?

Base : Sauf Outre-Mer

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	42	44	45
• Plutôt favorable	28	28	28
S/T Favorable	70	72	73
• Plutôt opposé	12	13	11
• Tout à fait opposé	8	5	11
S/T Opposé	20	18	22
• Ne se prononce pas	10	10	5
	100	100	100



Le cumul des mandats

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à ce que l'on interdise aux élus de cumuler deux fonctions importantes au plan national et local (maire, président de conseil général, président de conseil régional, député, sénateur par exemple) ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	56	62	32
• Plutôt favorable	18	18	18
S/T Favorable	74	80	50
• Plutôt opposé	12	9	25
• Tout à fait opposé	7	4	21
S/T Opposé	19	13	46
• Ne se prononce pas	7	7	4
	100	100	100



La limitation à deux mandats consécutifs

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la mise en place d'une limitation dans le temps à deux mandats consécutifs pour tous les élus, locaux et nationaux ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	33	36	24
• Plutôt favorable	26	27	23
S/T Favorable	59	63	47
• Plutôt opposé	23	22	26
• Tout à fait opposé	11	8	21
S/T Opposé	34	30	47
• Ne se prononce pas	7	7	6
	100	100	100



La diminution du nombre des Ministères au sein de l'Etat

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à une diminution du nombre des Ministères au sein de l'Etat ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	23	16	44
• Plutôt favorable	39	40	37
S/T Favorable	62	56	81
• Plutôt opposé	22	26	10
• Tout à fait opposé	2	2	3
S/T Opposé	24	28	13
• Ne se prononce pas	14	16	6
	100	100	100



La suppression des échelons de l'Etat déconcentré

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à ce que l'on supprime définitivement les échelons de l'Etat déconcentré dès lors que la compétence a été dévolue à la région ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	36	37	37
• Plutôt favorable	38	36	41
S/T Favorable	74	73	78
• Plutôt opposé	12	13	13
• Tout à fait opposé	3	2	3
S/T Opposé	15	15	16
• Ne se prononce pas	11	12	6
	100	100	100



La suppression des préfets

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la suppression des préfets de région ? et des préfets de département ? et des sous-préfets ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
à la suppression des préfets de région			
• Tout à fait favorable	7	7	5
• Plutôt favorable	12	13	4
S/T Favorable	19	20	9
• Plutôt opposé	41	44	34
• Tout à fait opposé	24	19	47
S/T Opposé	65	63	81
• Ne se prononce pas	16	17	10
	100	100	100

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
à la suppression des préfets de département			
• Tout à fait favorable	18	17	22
• Plutôt favorable	19	21	15
S/T Favorable	37	38	37
• Plutôt opposé	31	33	25
• Tout à fait opposé	18	14	31
S/T Opposé	49	47	56
• Ne se prononce pas	14	15	7
	100	100	100



La suppression des préfets (suite)

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
à la suppression des sous-préfets			
• Tout à fait favorable	25	26	21
• Plutôt favorable	18	19	21
S/T Favorable	43	45	42
• Plutôt opposé	29	30	25
• Tout à fait opposé	15	11	26
S/T Opposé	44	41	51
• Ne se prononce pas	13	14	7
	100	100	100



La réforme du Sénat

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à une réforme du Sénat ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	66	74	26
• Plutôt favorable	20	15	46
S/T Favorable	86	89	72
• Plutôt opposé	4	1	12
• Tout à fait opposé	2	1	9
S/T Opposé	6	2	21
• Ne se prononce pas	8	9	7
	100	100	100

Question : Voici une proposition de réforme. Il s'agirait d'organiser le Sénat en équivalent du « Bundesrat » allemand au sein duquel coexisteraient deux collèges : l'un composé de membres de droits- les présidents de région, les présidents de collectivités d'outre-mer, les présidents de conseils généraux et les maires des villes de plus de 200 000 habitants, soit 180 personnes environ ; le second, de même importance, dont les membres seraient élus exclusivement par les maires sur une base régionale. Estimez-vous que cette proposition va...

Base : A ceux qui sont tout à fait favorable ou plutôt favorable à une proposition de réforme

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Plutôt dans le bon sens	66	68	61
• Plutôt dans le mauvais sens	25	24	27
• Ne se prononce pas	9	8	12
	100	100	100



Le caractère prescriptif des schémas directeurs élaborés par la région

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à ce que les schémas directeurs élaborés par la région soient prescriptifs, conférant ainsi aux régions un véritable pouvoir normatif ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	39	44	25
• Plutôt favorable	37	36	41
S/T Favorable	76	80	66
• Plutôt opposé	8	6	13
• Tout à fait opposé	3	1	8
S/T Opposé	11	7	21
• Ne se prononce pas	13	13	13
	100	100	100



L'institutionnalisation d'une conférence Etat-Région

Question : Seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la création et l'institutionnalisation d'une conférence Etat-Région réunissant des responsables gouvernementaux et les présidents de région et qui serait une instance de concertation régulière entre le niveau central et le niveau régional ?

Base : A tous

	Ensemble	Elus gauche	Elus droite
	%	%	%
• Tout à fait favorable	50	53	43
• Plutôt favorable	34	33	38
S/T Favorable	84	86	81
• Plutôt opposé	2	2	3
• Tout à fait opposé	1	-	3
S/T Opposé	3	2	6
• Ne se prononce pas	13	12	13
	100	100	100